

dormir en paix, car ils ne sont pas intéressés à participer aux délibérations. Seulement quelques-uns ont pris part au débat ce soir, et je félicite le secrétaire parlementaire d'avoir fait un effort spécial, il est le dernier ministériel encore à la Chambre. Je tiens à le féliciter d'avoir participé au débat et je suis heureux qu'il l'ait fait. Ses collègues auraient pu faire de même.

Ils ont préféré s'abstenir parce qu'ils ne voulaient pas nous entendre critiquer le projet de loi, critiques que l'opposition a le droit de formuler à la Chambre. Les députés du gouvernement ont fui parce qu'ils ne voulaient pas entendre ces critiques. Cela témoigne d'un manque de respect flagrant envers cette institution, de l'arrogance de la pire espèce de la part des conservateurs, et tout cela parce qu'ils ne veulent pas entendre les critiques.

Ils disent: «Nous avons proposé quelque chose de parfait, ou presque, et personne au Canada ne parviendra à nous convaincre que ce projet de loi peut être amélioré d'une façon ou d'une autre, à force de discours pour nous faire changer d'airs.» Et c'est exactement ce qui s'est produit.

La députée de Mount Royal a essayé de proposer des amendements, tout comme l'ont fait certains députés néo-démocrates. Nous avons proposé des amendements au projet de loi et le gouvernement ne veut même pas entendre ce que nous avons à dire. Le gouvernement dit: «Vous pouvez parler jusqu'à neuf heures demain matin, toute la nuit si vous voulez, mais nous n'avons pas l'intention de rester ici pour vous écouter. Vous ne pouvez pas déposer une motion dilatoire. Vous ne pouvez pas nous jouer de mauvais tours, et il n'est pas nécessaire d'avoir de quorum, de sorte que si les députés de votre parti décident de rentrer et d'aller se coucher, comme ils l'ont fait, rien ne viendra perturber la Chambre, car nous continuerons de siéger et nous ne perdrons pas le projet de loi.»

Cela, monsieur le Président, c'est mépriser le Parlement. C'est honteux. Il est regrettable que l'opposition, pour faire valoir sa cause, doive consentir à pareilles conditions pour contenter le gouvernement et l'amener à tolérer un débat juste et raisonnable.

Passons aux préoccupations que m'inspirent les modifications que le projet de loi apporte à la Société Radio-Canada, notamment celle qui divise la Société en deux, la partie anglaise et la partie française. C'est exactement ce que le gouvernement propose dans ce projet inique.

Le gouvernement est l'architecte de la désunion au Canada. Jamais, depuis la crise de la conscription en

1917, y a-t-il plus de discorde et de dissensions au Canada. Cela, nous le devons uniquement à ce qu'ont fait le premier ministre et son Cabinet, qui sont incompetents, qui sèment les divisions, qui ne savent pas comment gouverner notre pays et qui, depuis juin, restent là à se tourner les pouces et à se demander quoi faire. Ils ne savent pas plus où ils vont que le bonhomme dans la lune.

M. MacWilliam: Ils ont jeté les dés.

M. Milliken: Cela illustre bien leur politique. Ils divisent le pays. Ils dressent les régions les unes contre les autres. Ils démolissent le gouvernement fédéral, prêts à tout sacrifier aux provinces. Ils vont tout vendre aux États-Unis. Ils ont fait tout cela en prétendant gouverner notre pays. Ils se présentent comme un gouvernement, mais c'est une vraie honte. Ils devraient démissionner immédiatement, parce que leur gouvernement est une vraie honte.

M. Edwards: Avez-vous du mal à garder votre sérieux?

M. Milliken: Pas du tout. Le secrétaire parlementaire pense que je plaisante. Ce gouvernement est une vraie honte.

Hier, pendant la période des questions, le premier ministre a tenu des propos renversants. Je pourrais les citer, monsieur le Président, mais je vais m'en abstenir.

M. Edwards: Ne vous en privez pas.

M. Milliken: Il a essayé de faire porter à Jean Chrétien, chef du Parti libéral, l'odieux de la discorde qui déchire le Canada. C'est le comble. Tout le monde est à blâmer sauf le premier ministre. C'est lui qui a affaibli notre pays. C'est lui qui a entrepris de démanteler le gouvernement fédéral.

Voyons un peu la liste des organismes fédéraux auxquels le gouvernement s'en est pris. VIA Rail a subi des coupes énormes. C'est l'une des premières entreprises nationales que nous ayons eues au Canada.

M. Edwards: En 1977.

M. Milliken: Allons donc, 1977. Via Rail a été créée par sir John A. Macdonald, l'un des pères de la Confédération. Il s'agissait d'une condition à remplir pour que la confédération existe. Le gouvernement a imposé à cette société des coupes sauvages comme elle n'en avait jamais vu.

Petro-Canada est maintenant à vendre. Le projet de loi a été présenté à la Chambre et nous reviendra bientôt, à moins que ce ne soit déjà chose faite. Le gouvernement vend à vil prix les actifs du Canada que les contribuables ont payés des millions de dollars.